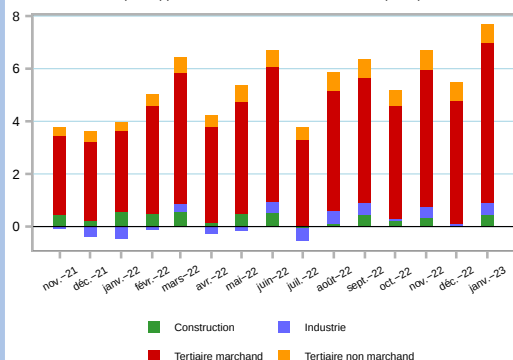


Activité économique

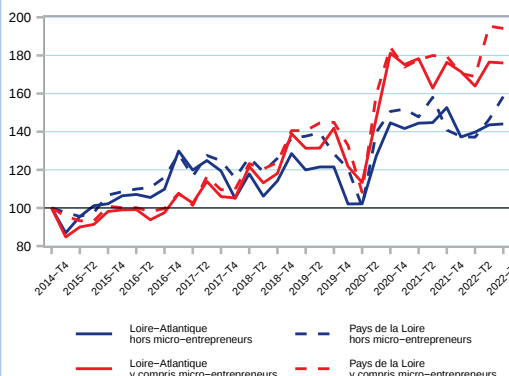
Contributions sectorielles à l'évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 (en %)



Source : DSN, traitement provisoire Insee.
Note : Hors activité partielle.

Créations d'entreprises

Indice base 100 au 4ème trimestre 2014



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

En Loire-Atlantique, le volume d'heures rémunérées est supérieur à son niveau de 2019 depuis le mois de juin 2021. Après une baisse en décembre 2022, le nombre d'heures augmente en janvier 2023, dans un environnement économique toujours difficile. Il est supérieur de 8 % à son niveau de janvier 2019, contre +7 % au niveau régional.

Au 4ème trimestre 2022, les créations d'entreprises sont stables par rapport au trimestre précédent, contre -1 % au niveau régional.

Hors micro-entrepreneurs, elles sont stables également, contre une hausse de 8 % au niveau régional.

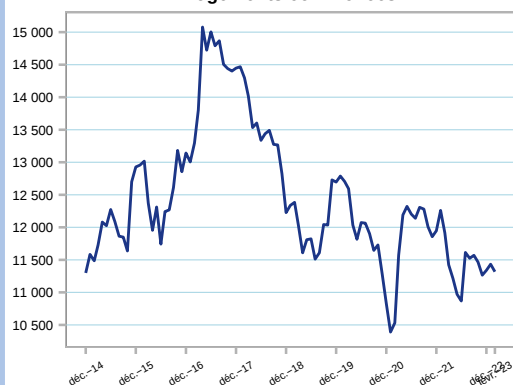
En janvier 2023, les défaillances d'entreprises cumulées depuis 12 mois augmentent de 4 %, contre +3 % au niveau régional. Après avoir atteint un niveau historiquement bas avec la mise en place, puis le maintien, des dispositifs de soutien, le nombre de défaillances suit une tendance à la hausse depuis la fin d'année 2021.

Fin janvier 2023, 11 300 logements sont commencés (mis en chantier) en cumul sur un an en

Loire-Atlantique. Le niveau cumulé est en baisse (-1,0 %), après une hausse de 0,8 % le mois précédent.

En janvier 2023, les crédits accordés aux entreprises de Loire-Atlantique pour leur trésorerie diminuent de 2 %, contre -1 % au niveau régional. Ils restent supérieurs de 72 % à leur niveau de janvier 2019, en lien avec les prêts garantis par l'État.

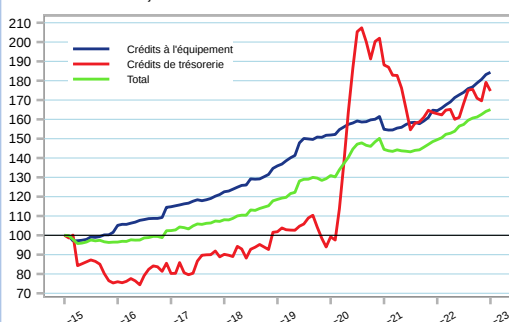
Logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle.
Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.
Source : SDES, Sit@del2.

Évolution des crédits accordés aux sociétés non financières et entrepreneurs individuels en Loire-Atlantique

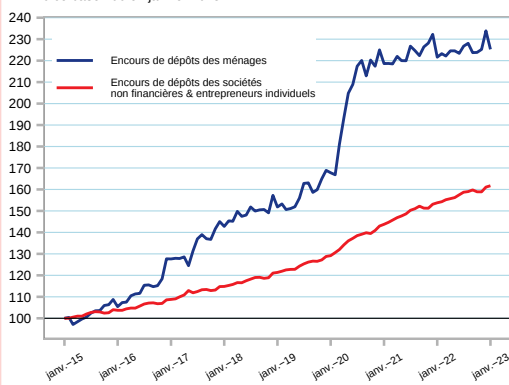
Indice base 100 en janvier 2015



Note : données brutes.
Source : Banque de France.

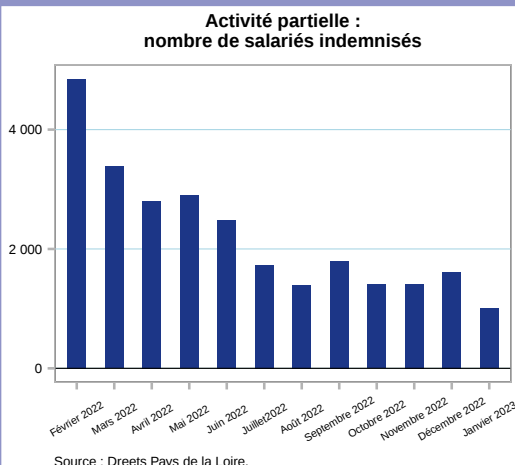
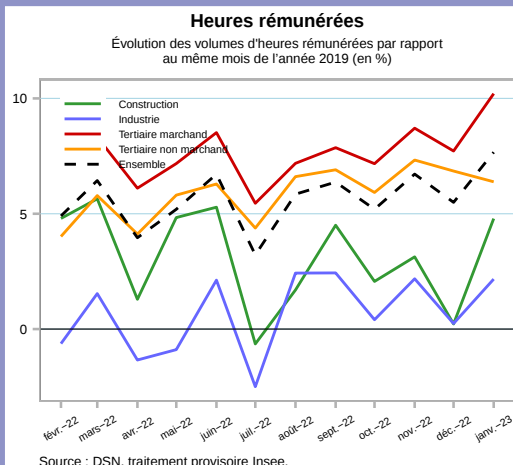
Évolution des encours de dépôts

Indice base 100 en janvier 2015



Note : données brutes.
Source : Banque de France.

En janvier 2023, les encours de dépôts des ménages reculent de 3,7 %. La tendance haussière depuis fin 2020 est similaire à ce qui était observé avant mars 2020. Les encours de dépôts des entreprises augmentent de 0,4 %.

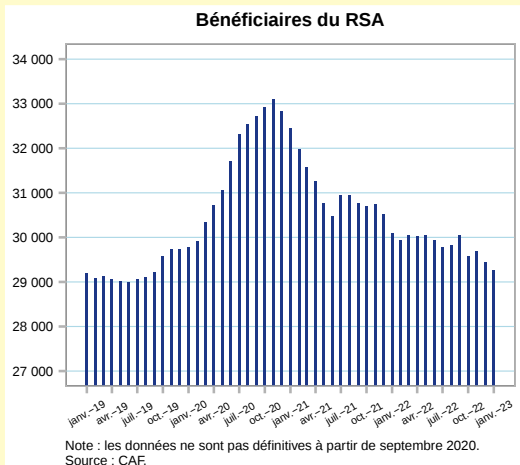
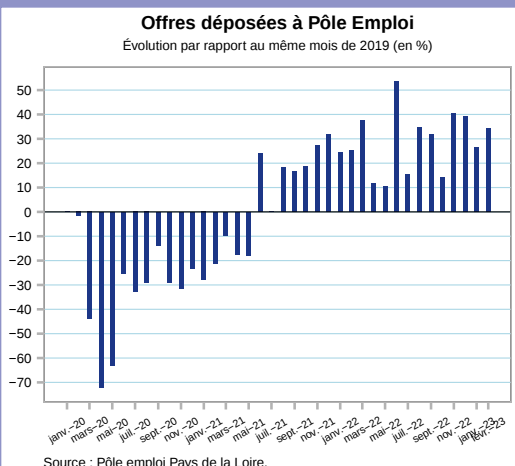
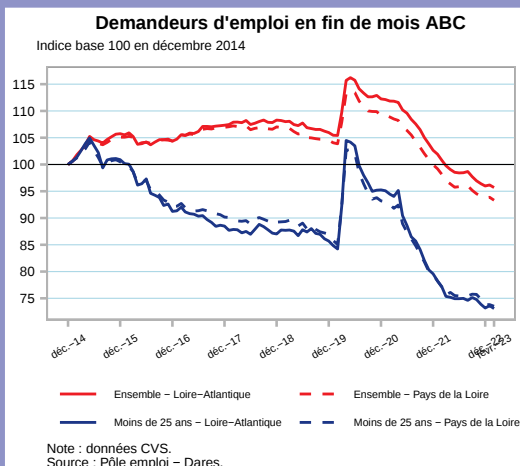


En janvier 2023, les volumes d'heures rémunérées sont supérieurs à leur niveau de 2019 dans tous les secteurs : +10 % dans le tertiaire marchand, +6 % dans le tertiaire non marchand, +2 % dans l'industrie et +5 % dans la construction.

En janvier 2023, en Loire-Atlantique, 1 000 salariés seraient indemnisés au moins un jour au titre de l'activité partielle (chiffre provisoire), après 1 600 en décembre et 1 400 en novembre.

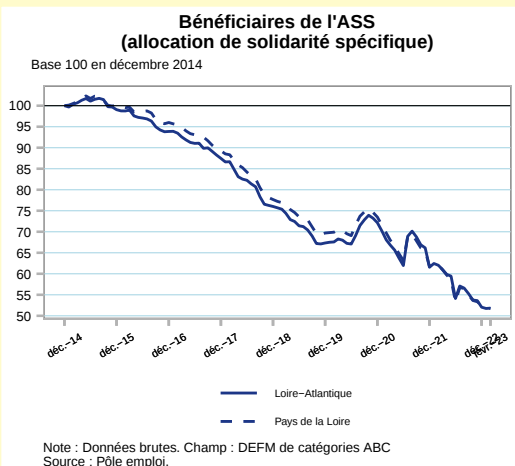
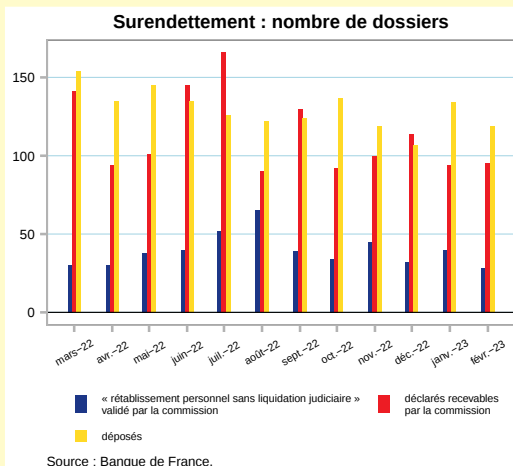
Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B ou C est en légère baisse en février 2023 (-0,5 %, contre -0,6 % au niveau régional). Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue de 0,7 %, contre -0,4 % au niveau régional.

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi sont supérieures à leur niveau d'avant crise (même mois de 2019) depuis le mois d'août 2021. En janvier 2023, elles sont supérieures de 35 % à leur niveau de 2019, contre +30 % au niveau régional.



En janvier 2023, 29 260 personnes bénéficient du RSA, soit -0,6 % par rapport au mois précédent, contre -0,4 % au niveau régional. La tendance est fortement baissière depuis fin 2020. Le nombre de bénéficiaires est au même niveau qu'en janvier 2019.

En février 2023, le nombre de dossiers de surendettement déposés est en baisse (-11 %, contre -9 % au niveau régional). Le nombre de dossiers jugés recevables augmente de 1 %, contre -5 % au niveau régional.



En février 2023, en Loire-Atlantique, 3 560 demandeurs d'emploi bénéficient de l'allocation spécifique de solidarité, minimum social destiné aux chômeurs en fin de droits sous conditions de ressources du foyer. Le nombre de bénéficiaires est quasi stable (+0,1 %), contre -0,6 % au niveau régional.